

DISCOURS DE M. Pierre MAUROY
Convention Nationale du Parti Socialiste
LE PRE SAINT GERVAIS - 28-29 juin 1986

Mes chers camarades,

Nous venons d'exercer les responsabilités du gouvernement durant la plus longue période de notre histoire. Au terme de cette législature, le Parti Socialiste s'est vu confirmé "premier parti de France", et a obtenu une amélioration sensible de son audience, dont il peut être légitimement satisfait et fier.

Mais la Gauche a subi un revers électoral et la droite est au pouvoir. Il y a dans ces réalités matière à réflexions et donc à débats.

LA COHABITATION

La première réalité est la cohabitation, situation nouvelle qui devait arriver un jour et qui souligne le grave défaut de la cuirasse constitutionnelle.

La cohabitation fonctionne bien - ça tourne - le blocage et la paralysie sont évités et les Français savent gré au Président de la République surtout, mais aussi, dans un premier temps, au Premier ministre, de jouer le jeu de la nation réconciliée, après 30 ans d'affrontements démocratique, légitime, mais durs.

Mais la cohabitation n'est pas le compromis, encore moins la compromission : Le Président préside, le Gouvernement gouverne. Est-elle une période d'attente, d'entracte, ou au contraire marque-t-elle, sans qu'on le perçoive vraiment, un changement profond ?

Pourquoi le Président est-il au zénith ?

Pourquoi le Premier ministre est-il déjà en difficulté ?

UNE POLITIQUE REACTIONNAIRE

Alors que Jacques CHIRAC annonce tout de go que son action s'inscrit dans la durée pour 7, 8 ou 9 ans, les sondages qui tombent sur lui le montrent déjà à contre-courant.

Après trois mois, ne parlons pas d'état de grâce qui n'a pas existé, mais ce n'est déjà plus l'état de confiance.

Pourquoi ?

Parceque Jacques CHIRAC n'a pas gardé la mesure, la France a donné une majorité à la droite, pour une gestion conservatrice, libérale, dans le bons sens du terme - mais certainement pas réactionnaire !

Or, le gouvernement de Jacques CHIRAC est un gouvernement réactionnaire :

- ° Nous avons nationalisé avec succès et sans que se produisent les drames annoncés, Jacques CHIRAC aurait pu jouer le symbole, laisser vivre ceux qui réussissent le mieux dans la nationalisation. Non, il choisit l'excès et va jusqu'à dénationaliser

ce qui fut l'oeuvre de de Gaulle et du Conseil National de la Résistance!

Et je ne parle pas du marché fabuleux de 250 à 300 milliards que représente l'achat de ces entreprises, marché qui s'ouvre aux apprentis sorciers d'un capitalisme débridé.

- ° Pourquoi diable supprimer l'autorisation administrative de licenciement, alors que l'on sait - et le gouvernement le reconnaît - que celà va aggraver le chômage dans les prochains mois.

Nous, nous l'avons contenu durant deux ans et il reste notre préoccupation majeure. Eux, choisissent de l'aggraver systématiquement, pour le principe!

- ° C'est vrai que nous avons alourdi la fiscalité des gros revenus, mais c'est vrai aussi, que nous avons soulagé celle des revenus les plus faibles et des revenus de la classe moyenne.

C'est de bonne guerre pour la droite

de favoriser les hauts revenus, mais c'est l'excès de supprimer l'impôt sur les grandes fortunes! C'est la caricature de l'excès d'accorder l'amnistie fiscale à ceux qui ont fraudé, à ceux qui, du haut de leur échelle sociale, donnent l'exemple de l'incivisme! Décidément, ce libéralisme là tourne le dos à la morale des h^onnetes gens, à celle des petites gens, celle du plus grand nombre.

D'autant que le gouvernement frappe, dans le même temps, l'épargne populaire, rétablit l'anonymat sur l'or, et lève le clientélisme au rang d'une doctrine gouvernementale, en rassemblant 10.000 patrons -d'ailleurs pas décidés à se laisser endoctriner - en alimentant une campagne de dénigrement inacceptable des fonctionnaires, et réservant aux travailleurs, victimes de la modernisation économique, le discours du libéralisme pur et dur, de la loi du marché.

Quelle contradiction majeure,

d'ailleurs, que de reprendre devant l'ampleur des dégâts - pour les chantiers navals par exemple - sans y croire, les congés de conversion-formation qu'ils ont violemment critiqués en 1983 et 1984.

Oui, pourquoi faut-il au moment où la gauche, favorable au secteur public, a ouvert le champ des radios privées et des chaînes de télévision privées, pourquoi faut-il saccager le secteur public au point de privatiser T.F1 ?

La partie est-elle pour autant gagnée?

Pas d'illusion excessive, la droite a plusieurs visages et nous ne manquerons pas de le découvrir dans les prochains mois.

LA MAGISTRATURE PRESIDENTIELLE

Mais reprenons notre interrogation première, pourquoi le Président est-il au zenith?

Des réponses immédiates peuvent être données relatives aux qualités de celui qui exerce la première magistrature.

On peut y ajouter une volonté d'apaisement, un temps de respiration avant la reprise du grand jeu que sera l'élection présidentielle. C'était ma première analyse.

Mais l'ampleur du mouvement - surtout s'il se confirme - peut marquer un changement décisif : Les Français aiment un Président au-dessus de la mêlée, et non dans la mêlée.

Les Français aspirent à une autorité magistrale arbitrale qui garantisse, dans un monde dur et dangereux, la permanence d'un guide au-dessus des affrontements quotidiens.

Les Français ne souhaitent certainement pas revoir un camp qui domine et opprime l'autre, en ne donnant à la France que l'alternative du maintien et du chaos.

Les Français savent que l'alternance est maintenant possible, et souhaitent sans doute donner leur chance aux deux camps, sous arbitrage présidentiel.

La faveur portée à François MITTERRAND, n'est pas seulement la gratitude exprimée au Président qui nous a sorti d'une mauvaise passe -

laquelle pourrait d'ailleurs revenir périodiquement, même avec un mandat présidentiel réduit à 5 ans - cette faveur exprime une approbation de la seconde lecture de la Constitution.

Mais dans ce cas, le Président n'est pas un Président qui termine un septennat, mais plutôt un Président qui en ouvre un autre, lequel d'une certaine manière, a commencé au lendemain du 16 mars.

La droite est alors dans une contradiction absolue et même pittoresque puisque Jacques CHIRAC s'épuise à faire valoir ses droits de Premier ministre, au détriment d'un Président dont il nous dira dans 6 mois ou 2 ans qu'il est maître de tout!

A vrai dire, seul le Général de Gaulle a assumé pleinement la première lecture de la Constitution jusqu'à partir au lendemain d'un referendum perdu.

L'inflexion déjà sensible avec Georges POMPIDOU fut accentuée par Valéry GISCARD D'ESTAING, qui annonça son repli éventuel à Rambouillet. Mais c'est François MITTERRAND qui a

annoncé et ouvert la nouvelle voie.

Il faut en tirer toutes les conséquences pour notre propre organisation des Présidentielles, pour le choix du mode de scrutin, pour le Parti et c'est notre problème d'aujourd'hui.

Oui, le Parti Socialiste, au delà des septennats, des législatives, des gouvernements,

Oui, le Parti Socialiste dont les courants n'auraient pas à se confondre avec des clientèles de présidentiables,

Oui, le Parti Socialiste dont les courant du prochain congrès devront être l'expression de pensées collectives destinées à définir notre projet, notre ambition pour la fin de ce siècle et le prochain, destinées à annoncer la bonne nouvelle d'une gauche redevenue crédible, et rassemblée autour du Parti socialiste.

NOUS ADAPTER

Ce que je viens de dire, est certainement une première adaptation, il en est d'autres.

Nous adapter : Nombreuses sont les voix qui s'élèvent, avec des tonalités diverses, pour nous y presser : De toutes parts, nous y sommes invités.

S'adapter aux réalités contemporaines n'a de sens qu'en précisant notre objectif.

En effet, nous sommes pleinement d'accord pour considérer qu'il y a urgence pour le P.S. à prendre en compte dans ses analyses, l'évolution économique, technologique, sociologique de notre société.

Oui, les socialistes ressentent le besoin d'une réflexion théorique face aux nouvelles réalités sociales et disons-le, face au développement des idées de la droite.

Cette adaptation là est indispensable!

En revanche, certains nous invitent à gommer les traits les plus saillants de notre système de valeurs pour réduire une opinion publique jugée plus atone et modérée. A ceux-là, nous devons tous ensemble répondre : s'adapter oui, se renier non!

Le rôle d'un parti socialiste n'est pas

d'être assimilé à une maison de haute couture politique sortant chaque année une collection de printemps, rassemblant les idées à la mode.

Si en 1920, BLUM s'était contenté de scruter l'air du temps, il aurait cédé au vent dominant du communisme. Blum n'a pas cédé et c'est lui qui a eu raison.

Si le 18 juin 1940, le général de gaulle avait défini sa ligne de conduite d'après le sentiment commun de ses concitoyens, il aurait suivi Pétain.

Si le Parti Socialiste, il y a 15 ans, à son congrès d'Epinay avait eu pour seul souci de coller le plus étroitement possible à la réalité du moment, il n'aurait eu comme alternative que de s'abandonner au gauchisme ou de céder aux facilités d'un réformisme néo radical et néo socialiste. Là étaient, alors, les principales références offertes à l'opinion publique.

Seul le courage et la lucidité qui fondent les grands choix nous permettront de prendre de la hauteur et d'éclairer l'avenir.

Nous devons connaître et comprendre la société actuelle, pas seulement pour la suivre,

mais aussi pour la transformer. Le vrai courage, c'est aussi de savoir rester soi-même !

Peu avant les législatives, une partie de l'opinion a rêvé d'un gouvernement réunissant ministres de gauche et de droite, et confondant ainsi cohabitation et union nationale.

Qui n'a pas entendu dire alors qu'entre la gauche et la droite il n'y avait plus de différence, la crise ayant raboté les marges de manoeuvre, et qu'il n'y aurait plus aujourd'hui en France, qu'une seule politique possible...

Ces redoutables ambiguïtés dont l'écho affaibli s'est propagé jusque dans nos rangs, ont été brutalement dissipées par Jacques CHIRAC. A le regarder agir, on voit bien que la droite reste la droite, tout de même !

Dès lors, nous allons pouvoir, sans difficulté excessive, réaffirmer que la place naturelle du P.S. est à gauche !

Car là sont nos références et nos valeurs.

Là sont nos engagements et notre stratégie.

Mais le contexte économique et social de notre réflexion n'a plus rien à voir avec celui des trente glorieuses.

Nous sommes partisans d'une croissance forte. Ce que fut cette croissance, après la période de reconstruction, nous conduisit comme tout le monde, à penser que la croissance forte était devenue une donnée permanente.

C'est bien dans ces perspectives que nous avons conçu notre programme après Epinay et que nous nous étions préparés à gouverner.

Depuis, nos préoccupations ont changé.

Notre préoccupation traditionnelle qui était de redistribuer collectivement les fruits d'une croissance économique rapide, ne retrouvera son sens que si nous savons comment restaurer notre compétitivité face aux Etats-Unis, au Japon, et aux nouveaux pays industriels.

Mais, même sur ce plan, nous devons nous distinguer :

La répartition des coûts et des profits
qu'implique la restauration de notre compétitivité
exprime le choix d'une politique de droite ou de
gauche.

Pour la droite, il faut renouer avec la croissance en revenant sur toute une série d'acquis sociaux considérés comme autant de rigidités et d'obstacles à la compétitivité.

Les maîtres-mots sont déréglementation et réduction des solidarités.

C'est la politique de REAGAN, de THATCHER et aujourd'hui de J. CHIRAC.

L'expérience anglo-saxonne montre que des résultats économiques tangents sont obtenus au prix d'une profonde destruction sociale et de la marginalisation de toute une partie de la population.

La gauche ne peut se résigner à une telle évolution et encore moins la prôner.

Accepterait-elle, d'ailleurs l'écrasement des faibles qu'elle s'y perdrait!

Elle ne peut en effet espérer reconquerir le pouvoir et faire triompher son projet que par l'union de toutes les couches salariées.

Que certaines soient marginalisées, écrasées économiquement et elles se détourneront des élections ou s'abandonneront aux idéologies perverses que nous voyons fleurir actuellement. dès lors, ce serait la possibilité même pour la gauche de revenir au pouvoir qui se trouverait remise en cause.

La gauche n'est pas un simple courant progressiste. Les socialistes ne peuvent accepter d'être assimilés à une variante du radicalisme ou du républicanisme.

Nous en séparent fondamentalement notre conception de l'entreprise et notre conception de la solidarité.

En ce qui concerne l'entreprise, l'exercice du pouvoir nous a amenés à revoir des positions façonnées par cent ans d'affrontement social.

Nous prenons en compte irréversiblement la notion de compétitivité, de rentabilité, bref

les impératifs de la gestion.

Pour autant, ne soyons pas naïfs, ni irresponsables!

Naïfs, nous le serions en croyant qu'il n'y a d'entreprise compétitive que privée ou de saine gestion qu'exercée par un patronat fermé à tout dialogue social!

Naïfs, nous le serions en rejoignant le chœur des pleureuses sur le poids des charges salariales et sociales, plutôt que d'exercer notre réflexion critique sur la répartition de ces charges, en fonction de l'équité sociale, mais aussi d'une logique économique qui favorise l'emploi.

Irresponsables nous le serons si nous ne dénonçons pas les risques que font peser les dénationalisations sur l'investissement, l'effort de recherche et finalement la modernisation économique.

En sachant bien qu'un secteur public fort est indispensable, mais que la vie de ce secteur public doit être régie par une loi de "respiration" que j'avais proposée, sans succès hélas, en 1982.

Nous devons, en outre, répéter que l'entreprise ne se réduit pas au seul chef d'entreprise. Dans l'avenir, le dynamisme des entreprises dépendra largement de la capacité de novation et de création de tous les salariés.

Pour autant, cette logique de l'efficacité, n'est acceptable qu'en développant simultanément les solidarités.

Autrement dit, notre politique de rigueur, qui est maintenant comprise et approuvée, ne pouvait être vraiment nôtre, sans que soit renforcées en même temps les solidarités, et je plaindrais les socialistes, s'il y en avait, qui approuveraient la rigueur et regretteraient la solidarité.

De là découle notre volonté de faire aller du même pas le développement de l'économie et celui des solidarités, que dis-je, de renforcer les solidarités en temps de crise, au lieu de les réduire, tout en n'hésitant pas à reconsidérer les modalités de financement de ces actions si l'économie l'impose, et les effets de ces transferts quand l'équité l'exige.

*

Mes camarades,

Pendant un siècle, nous avons proclamé que le signe distinctif des socialistes était l'appropriation collective des tous les grands moyens de production et d'échange.

Nous le disions moins depuis 20 ans...

Aujourd'hui, nous reconnaissons l'utilité d'un secteur privé dynamique et assuré de son avenir.

Nous disons aujourd'hui que nous voulons une société d'économie mixte, où les lois de l'économie de marché sont reconnues, mais contre-balancées par ces trois instruments fondamentaux que sont la planification, les nationalisations et la solidarité.

En reconnaissant franchement ce changement de perspective, nous serons plus forts pour proclamer que notre ambition est toujours la même : Refuser l'économie conçue comme une fatalité, ou un privilège revendiqué par une minorité. En faire l'instrument d'une politique avec ses contraintes, ses ambitions, mais aussi ses marges de manoeuvre, bref une économie

maîtrisée, c'est-à-dire une économie de responsabilité autant que de liberté.

*

Mais, ce socialisme de liberté et de responsabilité, ne s'incarne pas seulement dans une nouvelle conception de l'économie.

N'oublions pas que nous sommes nés en 1920 du refus du modèle communiste : Léon BLUM exprima alors notre option fondamentale pour le Socialisme démocratique, pour le socialisme de la liberté.

C'est dans tous les domaines que nous sommes le parti de la liberté!

Nous avons exprimé cette volonté durant toute la législature : L'oeuvre immense de décentralisation, la libération des radios, la multiplication des chaînes de télévision, et notre souci qui doit être réaffirmé, d'assurer le pluralisme de la presse écrite, montrent que notre attachement à la liberté n'est pas une abstraction, c'est le passage obligé pour tout. Y compris l'économie.

Aussi, je souhaite que nous réfléchissions, au contenu de cette nouvelle citoyenneté que nous voulons promouvoir.

Créer une nouvelle citoyenneté, c'est agir sur tous les plans, pour que s'expriment les différences, pour favoriser les dialogues et c'est agir aussi pour la laïcité définie comme une volonté de tolérance et de respect de la dignité de chaque homme.

*

J'estime donc qu'aujourd'hui notre préoccupation ne peut plus être de savoir si nous avons changé ou non: Notre congrès de Bad-Godesberg, n'est pas à faire, il est fait d'une certaine manière - à la Française ! -

Nous l'avons réalisé en juin 1982 en mettant en oeuvre une politique de rigueur et de solidarité poursuivie jusqu'à la fin de la législature.

Nous n'avons pas à laisser croire que nous aurions encore à découvrir un pragmatisme que nous avons manifesté dans notre action

gouvernementale.

Mais aujourd'hui, notre ambition doit être d'inscrire cette démarche pragmatique dans un projet politique à long terme.

C'est bien pourquoi il nous faut adapter nos textes fondamentaux : La déclaration de principes, en se donnant le temps de la réflexion qui commence aujourd'hui.

Il faudra également reconsidérer l'actualité des quinze thèses sur l'autogestion adoptées par notre parti, pas pour en faire les quinze thèses d'un radicalisme qui se substituerait au socialisme!

Il faudra finalement dire en quoi et sur quoi le socialisme d'aujourd'hui rompt avec le capitalisme, étant entendu que nous ne voulons pas rompre avec le socialisme.

"Non, le socialisme n'est pas une conception, arbitraire et utopique; il se meut, se développe en pleine réalité, il est une grande force de vie, mêlé à toute la vie et capable bientôt d'en prendre la direction".

Le socialisme aujourd'hui... Une

doctrine ? Oui.

Une morale autant qu'une doctrine ?
Sûrement.

Presqu'une religion ajoutait Léon BLUM.

Le Socialisme aujourd'hui, j'y crois.
